





Note de substantialité

SERFIM RECYCLAGE – SAINT-PRIEST

FICHE DE SYNTHÈSE

INTITULÉ DE LA MISSION				
 SERFIM RECYCLAGE		99 chemin du Charbonnier 69800 ST PRIEST		
		06 82 51 14 31		alexandre.petit@serfim-recyclage.fr

VOS CONTACTS EODD

Responsable
de projet

Antoine ROZE
a.roze@eodd.fr
 06 86 16 75 61

Supervision

Cyril PESTRE

Libération

Cyril PESTRE



Agence de Lyon

contact@eodd.fr | Tél : 04.72.76.06.90

CONTRAT EODD N° P08036

Date	Indice	Modifications
23/05/2023	1	Edition initiale

SOMMAIRE

1. Description succincte du projet	2
1.1 Contexte de la demande	2
1.2 Projet d’évolution des modalités d’exploitation	2
1.3 Situation réglementaire projetée et évolution	3
1.3.1 Classement ICPE projeté	3
1.3.2 Évolution du classement ICPE	4
2. Impacts du projet sur les incidences de la plateforme.....	5
3. Impacts du projet sur les dangers présentés par les activités	6
4. Positionnement sur la substantialité du projet	7
5. Annexe : Formulaire d’appréciation du caractère substantiel d’une modification apportée à une ICPE.....	8

ANNEXES

Aucune entrée de table des matières n'a été trouvée.

TABLEAUX

<i>Tableau 2 : Tableau de classement ICPE</i>	<i>4</i>
<i>Tableau 3 : Évolution du classement ICPE.....</i>	<i>4</i>

ILLUSTRATIONS

AUCUNE ENTRÉE DE TABLE D'ILLUSTRATION N'A ÉTÉ TROUVÉE.

1. Description succincte du projet

1.1 Contexte de la demande

La société SERDEX a été fusionnée en date du 3 mai 2021, avec d'autres sociétés du groupe SERFIM, au sein de la nouvelle entité juridique SERFIM RECYCLAGE.

Un dossier de Porter A Connaissance décrivant un certain nombre d'évolutions a été déposé en Préfecture le 25/06/2021. De plus, un incendie est survenu sur le site le 19/07/2022. L'Inspection des Installations classées a donc demandé que le Porter A Connaissance déposé en 2021 soit complété sur certains points, notamment l'étude incendie.

SERFIM RECYCLAGE porte aujourd'hui de nouveaux projets d'évolutions des modalités d'exploitation de son site de St-Priest.

C'est dans ce cadre qu'est présentée la présente demande d'examen au cas par cas.

1.2 Projet d'évolution des modalités d'exploitation

D'une manière générale, les activités resteront les mêmes, à savoir la réception, transit, tri de déchets non dangereux et notamment de bois ainsi que le traitement des déchets de bois.

Les activités de SERFIM RECYCLAGE évoluent, le projet étant le suivant :

- D'augmenter et réorganiser les capacités de stockage pour le bois et les plastiques (2714) ;
- D'augmenter ses capacités de stockages pour de déchets non dangereux et notamment de plâtre (2716), par ailleurs déplacé en extérieur ;
- D'augmenter ses capacités journalières de broyage de bois (2791) avec le changement de l'outil de broyage et l'amélioration du tri.

Une nouvelle ligne de tri/traitement de bois sera implantée.

Les stocks de bois seront également réarrangés pour des raisons pratiques et logistiques.

D'autres stocks seront également modifiés en lien avec ce projet de réorganisation plus global du site. Notamment, les activités seront mieux sectorisées :

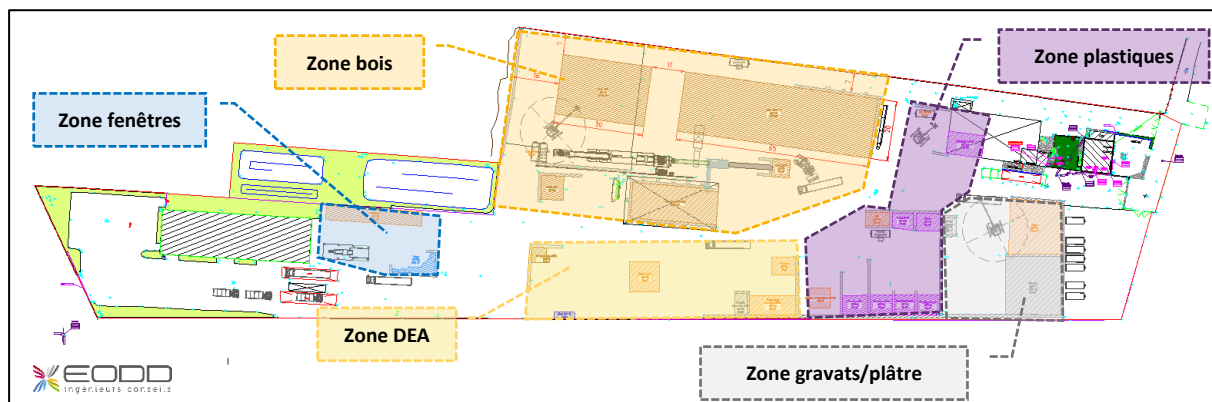


Figure 1 : Organisation du site SERFIM RECYCLAGE de St-Priest

L'activité de broyage bénéficiera d'un outil plus performant pouvant broyer davantage sans allongement des périodes de broyage, ce qui limite les nuisances associées. Cet outil est de surcroît électrique et plus silencieux. Les mesures déjà mises en place pour maîtriser les émissions de poussières émises lors du broyage seront maintenues.

Le remaniement des stocks de bois sera pensé de manière à ne pas engendrer d'effets létaux en dehors des limites de propriété. **Aucune extension du site n'est prévue.**

1.3 Situation réglementaire projetée et évolution

1.3.1 Classement ICPE projeté

Les éléments présentés permettent de définir un nouveau classement des activités au titre de la législation sur les Installations Classées.

Le tableau suivant prend en compte les dernières évolutions réglementaires, en particulier les dispositions du décret 2018-458 du 6 juin 2018.

Rubriques	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique	Critère et seuil de classement	Volume d'activité demandé
2791	1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971	La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	<u>Broyage de bois</u> : 200 t/j
2714	1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 1 000 m ³	<u>Bois</u> : 8 260 m ³ <u>Plastiques</u> : 690 m ³ ↓ 8 950 m³
2715		D	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³	<u>Verre</u> : 250 m³
2716	2	D	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	<u>Plâtre</u> : 700 m ³ <u>DEA</u> : 240 m ³ <u>Fenêtres</u> : 200 m ³ <u>Refus de tri</u> : 160 m ³ <u>Membranes d'étanchéité</u> : 30 m ³ ↓ 1 330 m³

Rubriques	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique	Critère et seuil de classement	Volume d'activité demandé
2711		NC	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719	Classement à partir d'un volume de 100 m ³	<u>D3E :</u> 30 m ³
2713		NC	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719	La surface étant supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ²	<u>Superficie dédiée au stockage des déchets métalliques :</u> 75 m ²
2517		NC	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Classement à partir d'une surface de 5 000 m ²	<u>Superficie dédiée au stockage des gravats :</u> 385 m ²

Tableau 1 : Tableau de classement ICPE

1.3.2 Évolution du classement ICPE

Les évolutions du classement au regard de la situation précédemment autorisées sont synthétisées dans le tableau suivant :

Activités	Situation actuellement autorisée (AP du 19/07/2019)			Situation demandée			Évolution du volume d'activité
	Rubriques	Capacités	Régimes	Rubriques	Capacités	Régimes	
Réception, tri, transit de déchets de bois et de plastiques	2714-1	3 640 m ³	A	2714-1	8 950 m ³	E	↗
Broyage de bois	2791-1	150 t/j	A	2791-1	200 t/j	A	=
Regroupement de verre	2715	250 m ³	D	2715	250 m ³	D	=
Réception, tri, transit de déchets industriels non dangereux (DEA, fenêtres, plâtre)	2716-2	810 m ³	D	2716-2	1 330 m ³	E	↗
Regroupement de D3E	2711	30 m ³	NC	2711	30 m ³	NC	=
Regroupement de déchets métalliques	2713	80 m ²	NC	2713	75 m ²	NC	↘
Regroupement de déchets inertes	2517	620 m ²	NC	2517	385 m ²	NC	↘

Tableau 2 : Évolution du classement ICPE

On constate :

- Une augmentation significative de la capacité de stockage liée à la rubrique 2714, l’augmentation en elle-même étant supérieure au seuil d’enregistrement, avec le passage au régime de l’enregistrement ;
- Une augmentation de la capacité de broyage au-dessus du seuil d’autorisation de 10 t/j, sans changement de régime ;
- Une augmentation de la capacité de stockage liée à la rubrique 2716, l’augmentation en elle-même étant inférieure au seuil d’enregistrement mais faisant entrer pour la première fois cette activité dans le régime de l’enregistrement.

Ces 3 situations justifient le dépôt d’une demande d’examen au cas par cas.

2. Impacts du projet sur les incidences de la plateforme

Les principaux impacts liés au fonctionnement de la plateforme SERFIM RECYCLAGE de St-Priest sont les suivants :

- Émissions sonores ;
- Émissions diffuses de poussières ;
- Trafic ;
- L’infiltration d’eaux pluviales traitées.

S’agissant des émissions sonores, l’impact apparaît maîtrisé et l’environnement est peu sensible. La modernisation de la chaîne de tri/traitement du bois vise à réduire les émissions sonores par l’installation d’un broyeur plus performant et électrique. En outre, la plage de fonctionnement de l’unité de broyage ne sera pas augmentée. **Le projet permettra donc une diminution des émissions sonores provenant du site.**

S’agissant des émissions diffuses de poussières, celles-ci proviennent essentiellement :

- Des opérations de broyage de bois ;
- Des opérations de chargement des broyats de bois ;
- Des opérations de chargement / déchargement de plâtre ;
- Dans une moindre mesure, par la remise en suspension des poussières déposées au sol lors de la circulation sur le site.

L’impact est maîtrisé par l’utilisation d’asperseurs fixes et mobiles, y compris :

- Au droit du broyeur de façon à réduire les impacts à la source ;
- Lors des opérations de chargement, à l’aide des asperseurs mobiles ;
- Pour le stock de plâtre, dont les murs de soutènement sont équipés d’asperseurs.

Le déplacement du stock de plâtre en extérieur n'a pas conduit à une augmentation des émissions diffuses de poussières de plâtre étant donné :

- Que le stock de plâtre n'était pas humidifié lorsqu'il était placé sous le hangar ;
- Qu'en extérieur, l'exposition aux intempéries et au soleil favorise la formation d'une croûte réduisant les émissions diffuses lors des épisodes de vent ;
- Que les dispositifs de brumisation installés au droit du stock et de la zone de chargement permettent de diminuer significativement les émissions diffuses de poussières y compris pendant les phases de chargement.

Les évolutions n'augmenteront donc pas significativement les émissions diffuses de poussières.

S'agissant du trafic, l'augmentation sera proportionnelle avec l'augmentation des flux transitant sur le site. L'augmentation en flux concerne très majoritairement l'activité de traitement de bois, qui augmentera de 50 t/j, ce qui représente environ 5 PL en entrée et 2 en sortie. Cette évolution est faible à l'échelle du trafic déjà observé sur le site et reste non significatif à l'échelle de la zone. **Le projet sera donc sans effet notable sur le trafic du secteur.**

S'agissant du rejet et de l'infiltration d'eaux pluviales, le site n'étant pas étendu et la nature des déchets n'évoluant pas, l'impact lié à l'infiltration des eaux pluviales ne sera pas modifié.

3. Impacts du projet sur les dangers présentés par les activités

Les principaux dangers liés au fonctionnement de la plateforme SERFIM RECYCLAGE est l'incendie.

Bien que l'essentiel des matières stockées sur le site soient combustibles les risques d'incendie sur les stockages sont limités car elles sont très peu sensibles à l'auto-inflammation par nature.

Le risque d'incendie est prépondérant pour l'activité de traitement du bois, le process de broyage pouvant en effet être générateur de sources d'ignition (points chauds, étincelles ...), tandis que le bois est naturellement combustible. Il est de surcroît présent en quantité significatives sur le site.

L'incendie survenu en juillet 2022, sans impact à l'extérieur du site, est l'illustration du principal risque existant sur le site à savoir un incendie initié au niveau du broyeur.

Le projet modifie le positionnement et les dimensions des stockages de bois. D'autres stockages, présentant un risque d'incendie moindre compte tenu de leur nature, du volume entreposé et de l'absence de traitement sur ces matières, sont néanmoins susceptibles d'impacter les dangers présentés par le fonctionnement des installations.

Une notice incendie est jointe en annexe 8 à la présente demande d'examen au cas par cas. Elle présente la modélisation des flux radiatifs pour l'incendie de chacun des stockages de matières combustibles.

Les conclusions de cette étude sont qu'aucun scénario n'engendre de zone d'effets létaux en dehors des limites de propriété et que la probabilité de propagation d'un éventuel incendie à d'autres installations est faible. De surcroît, aucun risque vers le site voisin SDSP n'existe grâce aux dispositifs coupe-feu installés le long de la limite de propriété Sud.

4. Positionnement sur la substantialité du projet

Le présent chapitre propose une analyse du projet porté par SERFIM RECYCLAGE vis-à-vis de la note de la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR) du 20/12/2021 relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le projet rentre dans le cadre d'une modification d'une AIOT dans le champ d'une autorisation environnementale, dont les modalités sont définies au point 1 du chapitre III de la note de la DGPR et introduisant pour ce projet les notions de modification i) notables et ii) substantielles.

Il apparaît évident que le projet, au regard des évolutions qu'il implique, **est notable**, au regard des augmentations de capacités prévues.

La substantialité du projet s'évalue quant à elle au regard :

- De la situation réglementaire du projet au regard du tableau annexé à l'article R122-2 du Code de l'Environnement ;
- Des impacts du projet sur son environnement, via la présente demande d'examen au cas par cas ;
- Des risques éventuellement induits par le projet.

S'agissant de la situation réglementaire du site les évolutions au regard de la réglementation ICPE ne font pas rentrer les modifications dans le champ d'une Évaluation Environnementale systématique, justifiant le présent cas par cas.

S'agissant des impacts, il a été démontré que le projet n'allait pas augmenter les impacts chroniques du site, voire qu'il allait les réduire. L'ensemble des mesures existantes visant à maîtriser les impacts du site seront conservées.

S'agissant des risques, l'étude des flux radiatifs présentée dans une autre annexe a permis de démontrer que les évolutions n'étaient pas de nature à augmenter significativement les effets liés au risque incendie considérant l'absence de zones d'effets létaux en dehors des limites de propriété, notamment en direction du site SDSP au Sud.

Par conséquent, il apparaît que les modifications, bien que notables, restent non substantielles.

5. Annexe : Formulaire d'appréciation du caractère substantiel d'une modification apportée à une ICPE

**Formulaire d'appréciation du caractère substantiel d'une
modification apportée à une installation classée pour la protection
de l'environnement au sens du R.181-46 du code de l'environnement
*hors éolien (cf guide spécifique)***

Ce formulaire doit être annexé :

- au « Porter à connaissance » prévu par l'article L.181-14 du Code de l'environnement ;
- à l'éventuel cerfa n°14734*03 relatif à une demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale prévu par l'article R.122-3 du Code de l'environnement

L'ensemble de ces documents (formulaire, Porter à connaissance et éventuel cerfa n°14734*03 avec ses annexes) est déposé simultanément auprès de l'unité départementale de la DRIEE compétente territorialement.

I. Caractérisation de la modification

À remplir par l'exploitant

I.1. Informations relatives à l'exploitant

Dénomination ou raison sociale :

SERFIM RECYCLAGE

Nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter la personne morale :

Alexandre PETIT

RCS / SIRET :

39292882600016

Nom et adresse du site :

99 rue du Charbonnier, 69800 Saint-Priest

I.2. Description sommaire de la modification

La modification consiste t'elle :

	OUI	NON	Précisions
En la création d'une nouvelle activité permanente (pas un simple changement de rubrique lié à l'évolution d'une activité existante) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p><i>Si oui, préciser la nouvelle activité :</i></p> <div style="border: 1px solid black; height: 100px; width: 100%;"></div>
En une augmentation de capacité , dans l'unité de mesure de la nomenclature ICPE (les rubriques sans seuil ne sont pas concernées) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p><i>Si oui, préciser les rubriques ICPE concernées et les modifications de capacités dans l'unité de mesure de ces rubriques :</i></p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p>Rubriques concernées par des modifications de capacités :</p> <p>2714 --> 3 640 m3 > 9200 m3 (+ 5560 m3)</p> <p>2716 --> 810 m3 > 1 330 m3 (+ 520 m3)</p> <p>2791 --> 150 t/j > 200 t/j (+ 50t/j)</p> </div>
En une augmentation de surface ayant un impact sur l'usage du sol au-delà des limites précédentes de l'exploitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p><i>Si oui, préciser la surface concernée, l'usage des sols actuels et son usage projeté :</i></p> <div style="border: 1px solid black; height: 100px; width: 100%;"></div>

Si la réponse est non à ces trois questions, poursuivre néanmoins le remplissage du formulaire.

Ces informations pourront en effet être utiles à l'inspection des installations classées pour identifier la bonne procédure à mettre en oeuvre.

I.3. Analyse de la modification au regard de l'article R.122-2 du code de l'environnement

L'objectif de cette partie est d'examiner la nécessité de réaliser une évaluation environnementale ou un examen au cas par cas sur la seule base de l'article R. 122-2 (cas 1° du I du R. 181-46), sans se prononcer sur la substantialité de la modification. Pour cela, il est nécessaire de s'appuyer sur le tableau [annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement](#).

Rappel : Si le projet est soumis à la fois à examen au cas par cas et à évaluation environnementale systématique au titre du tableau annexé au R.122-2, alors le projet est soumis à évaluation environnementale systématique.

Le projet de modification (une seule réponse possible) :

<input type="radio"/> est soumis à évaluation environnementale systématique pour au moins une rubrique du tableau du R122-2 du code de l'environnement.	<p>→ <i>Le projet de modification nécessite la réalisation d'une évaluation environnementale</i></p> <p>→ passer à l'étape I.4</p>
<input checked="" type="radio"/> est soumise à un examen au cas par cas pour au moins une rubrique du tableau annexé au R122-2 du code de l'environnement.	<p>→ <i>Remplir le Cerfa 14734*03 et l'annexer au présent formulaire</i></p> <p>→ passer à l'étape I.4</p>
<input type="radio"/> n'est soumise ni à évaluation environnementale, ni à un examen au cas par cas au titre du tableau annexé au R122-2 du code de l'environnement.	<p>→ passer à l'étape I.4</p>

I.4. Analyse des dangers ou inconvénients induits par le projet modification

L'objectif de cette partie est d'examiner la substantialité de la modification au regard des dangers ou inconvénients induits par la modification (cas 2° et 3° du R. 181-46).

Dans cette partie, si l'analyse d'un seul critère mentionné par « ** » amène à cocher la case « oui », la modification doit être considérée comme substantielle.

Pour les autres « oui », il est attendu de l'exploitant de justifier que les dangers et inconvénients nouveaux ne nécessitent pas de nouvelle procédure d'autorisation.

		OUI	NON	Précisions attendues
Émissions industrielles	Le milieu récepteur (air, eau, sol,...) présente une sensibilité particulière	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les activités génèrent des émissions de poussières maîtrisées par l'abattage par brumisation. Le projet ne modifie pas cet effet existant.
	L'augmentation des rejets est supérieure à 10 % en flux par rapport à l'étude d'impact initiale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p><i>Préciser les paramètres concernés et le pourcentage d'augmentation des rejets pour chacun d'entre eux.</i></p> <p>Pas de rejet canalisé. Le projet ne modifie pas les rejets existants.</p>
Extension géographique	L'extension conduit à une consommation d'espaces naturels et forestiers	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p><i>Préciser l'étendue de l'extension et les enjeux de consommation d'espaces naturels et forestiers.</i></p> <p>le projet ne concerne aucune extension du site actuel</p>
Prolongation de la durée de fonctionnement	Pour les installations de stockage de déchets ou des carrières, la prolongation est supérieure à 10 % de la durée initiale d'exploitation (attention à bien prendre en compte le R.181-49)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p><i>Préciser le pourcentage de prolongation de durée totale (ie dernières modifications non substantielles comprises) par rapport à la dernière procédure d'autorisation complète.</i></p> <p>sans objet</p>

		OUI	NON	Précisions attendues
Nature ou origine des déchets pour les installations de traitement de déchets	** La modification ou l'extension consiste à traiter des déchets dangereux dans une installation autorisée uniquement pour des déchets non dangereux ou inertes **	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Si oui, modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation environnementale + joindre le cerfa 14734*03 rempli</i> → Passer à la partie I.5
	Evolution du volume d'activité, de l'origine des déchets et/ou des capacités de traitements des déchets	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet vise une augmentation des volumes de certaines catégories de déchets, notamment de bois, de plâtre et de plastique ainsi qu'une augmentation du tonnage de déchets de bois traités grâce à la mise en service d'un nouveau broyeur.
Épandages	** Modification de la nature des effluents épandus **	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Si oui, modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation environnementale + joindre le cerfa 14734*03 rempli</i> → Passer à la partie I.5
	Plus de 10t d'azote seront épandus sur de nouvelles parcelles dédiées à l'épandage	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Préciser les nouvelles parcelles concernées et les apports associés.</i> Sans objet - pas d'épandage
Nouvelle rubrique / activité OU modification d'une activité existante	La modification est un changement de nature des produits utilisés dans un processus de fabrication	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Détailler le produit utilisé (joindre les fiches de données et de sécurité) ainsi que les dangers et inconvénients associés.</i>
	La modification est une évolution de la nature des produits fabriqués ou du processus de fabrication	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Détailler l'évolution de la nature des produits fabriqués ainsi que les dangers et inconvénients associés.</i>

		OUI	NON	Précisions attendues
Seveso	La modification ou l'extension fait rentrer l'établissement d'un Seveso seuil bas vers un Seveso seuil haut	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Préciser les rubriques concernées.</i> <div>Sans objet - Site non Seveso</div>
	** Accroissement de l'étendue géographique des zones d'effets létaux ou irréversibles concernant des zones urbaines ou à urbaniser **	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Si oui, modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation environnementale + joindre le cerfa 14734*03 rempli</i> → Passer à la partie I.5
	** Accroissement de la classe de probabilité et/ou la classe de cinétique des effets hors site concernant des zones urbaines ou à urbaniser **	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Si oui, modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation environnementale + joindre le cerfa 14734*03 rempli</i> → Passer à la partie I.5
	Accroissement de l'étendue géographique des zones d'effets létaux ou irréversibles vers des zones inoccupées et interdites à l'urbanisation	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Préciser les phénomènes dangereux concernés, leur probabilité et leur intensité ainsi que l'étendue des nouvelles zones d'effet.</i> <div>Sans objet - Site non Seveso</div>
	Accroissement de la classe de probabilité des risques accidentels vers des zones inoccupées et interdites à l'urbanisation	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Préciser les phénomènes dangereux concernés, leur nouvelle probabilité et leur intensité ainsi que l'étendue des zones d'effet initiales.</i> <div>Sans objet - Site non Seveso</div>

		OUI	NON	Précisions attendues
Extension de capacité	La modification prévoit une augmentation de capacité d'une activité d'une même rubrique soumise à autorisation ou enregistrement.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Détailler l'augmentation de capacité pour chaque rubrique concernée depuis la dernière procédure complète d'autorisation :</p> <p>- en % des capacités autorisées ; - en % du seuil de la rubrique concernée.</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p>Activités projetées :</p> <p>2714 : +5560 m3 soit +153%</p> <p>2716 : +520 m3 soit +64%</p> <p>2791 : +50 t/j soit +33%</p> </div>
Atteinte de seuils quantitatifs	Pour les installations classées au titre de la rubrique 1978 : installations et activités utilisant des solvants organiques, la modification entraîne l'atteinte d'un des seuils listés par l'arrêté du 13 décembre 2019 (voir annexe 1)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Détailler l'activité concernée, la consommation de solvants en t/an actuelle et projetée, et l'augmentation des émissions de composés organiques volatils projetée</p> <div style="border: 1px solid black; height: 150px; margin-top: 10px;"></div>

Si l'examen de la substantialité dans cette partie conduit à considérer la modification substantielle et que la modification n'est pas soumise à évaluation environnementale systématique (partie I.3), alors il convient de réaliser un examen au cas par cas et d'annexer le cerfa 14734*03 au présent formulaire.

I.5. Positionnement de l'exploitant sur la nature de la modification

L'objectif de cette partie est de se positionner d'une part sur le caractère substantiel de la modification et d'autre part sur la nécessité de réaliser ou non une évaluation environnementale.

Aide au positionnement :

Dans la partie 1.4, si au moins un critère d'examen conduit à considérer la modification comme substantielle (avec « ****** » ou non), alors la modification est substantielle au sens du R.181-46 du code de l'environnement.

Une évaluation environnementale est requise :

- soit de manière systématique au titre du tableau annexé au R.122-2 ;
- soit suite à l'examen au cas par cas (cerfa 14734*03 annexé au présent formulaire) réalisé au titre du tableau annexé au R.122-2 ou réalisé en raison du caractère substantielle de la modification.

Positionnement :

L'exploitant considère que le projet de modification est :

☐ notable et **substantiel nécessitant une évaluation environnementale** : une nouvelle autorisation environnementale est nécessaire avec étude d'impact et enquête publique.

→ **Un pré-cadrage de la procédure avec l'inspection des installations classées est conseillé en amont du dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale.**

☐ notable et **substantiel ne nécessitant pas d'évaluation environnementale** : une nouvelle autorisation environnementale est nécessaire avec étude d'incidence et consultation du public.

→ **Un pré-cadrage de la procédure avec l'inspection des installations classées est conseillé en amont du dépôt du dossier.**

☐ notable mais **non substantiel nécessitant une évaluation environnementale.**

→ **Un échange avec l'inspection des installations classées pour identifier la procédure qui portera l'évaluation environnementale.**

La modification peut entraîner la modification de certains articles de l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation.

→ **Remplir la partie II.**

☒ notable mais **non substantiel ne nécessitant pas d'évaluation environnementale** : une nouvelle autorisation environnementale n'est pas nécessaire mais la modification peut entraîner la modification de certains articles de l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation.

→ **Remplir la partie II.**

II. Proposition de nouvelles prescriptions nécessaires à l'encadrement de l'activité

À remplir par l'exploitant

(remplir autant de feuillets que nécessaires)

Article de l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation à modifier	Nouvelle rédaction de l'article ou nouvel article
Art.1.2..... Art.6..... Art.7.5.3..... Art.8.....	MaJ du tableau de classement des activités portant sur la modification des tonnages susceptibles d'être présents sur site ainsi que leur traitement MaJ sur l'emplacement des DEEE MaJ sur les quantités et emplacements de DIB stockées MaJ sur l'activité de broyage du bois
Nouvel article..... Nouvelle annexe.....	Encadrant spécifiquement le stockage de plastique Plan du site

III. Positionnement de l'inspection des installations classées

Partie réservée à l'inspection des installations classées

L'inspection des installations classées considère que le projet de modification est :

- ☐ notable et **substantiel** nécessitant une **nouvelle autorisation environnementale avec étude d'impact** (obligation de réaliser une évaluation environnementale).
- ☐ notable et **substantiel** nécessitant une **nouvelle autorisation environnementale avec étude d'incidence**.
- ☐ notable mais **non substantiel** nécessitant une **modification de l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation** de l'installation.
- ☐ notable mais **non substantiel** ne nécessitant **pas de modification de l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation** de l'installation.

*Remarque : si un Cerfa 14734*03 a été déposé, une décision explicite à l'issue de la procédure de cas par cas sera rendue.*

Commentaires :

ANNEXE 1 – Seuils listés par l'arrêté du 13 décembre 2019

Une **augmentation de la masse maximale de solvants organiques utilisée**, en moyenne journalière, par une installation existante lorsque cette dernière fonctionne dans des conditions normales, au rendement prévu, en dehors des opérations de démarrage et d'arrêt et d'entretien de l'équipement, **est considérée comme une augmentation importante¹ si elle entraîne une augmentation des émissions de composés organiques volatils supérieure :**

a) A 25 % pour les installations exerçant les activités et ne dépassant pas les seuils de consommation listés dans le tableau ci-dessous, ainsi que pour les installations exerçant d'autres activités soumises au présent arrêté et dont la consommation est inférieure à 10 tonnes par an :

	Activités	Seuil de consommation de solvants en tonnes/an
1	Impression sur rotative offset à sécheur thermique, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 t/an	< 25
3	Autres unités d'héliogravure, flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 t/an	< 25
4	Nettoyage de surface à l'aide de composés organiques volatils à mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou de composés organiques volatils halogénés à mentions de danger H341 ou H351, au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 1 t/an	< 5
5	Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 2 t/an	< 10
8	Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles (autres que l'impression sérigraphique en rotative), de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an	< 15
10	Revêtement de surfaces en bois, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 t/an	< 25
13	Revêtement du cuir, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 10 t/an	< 25
16	Revêtement adhésif, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an	< 15
17	Fabrication de mélanges pour revêtements, de vernis, d'encres et de colle, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 100 t/an	< 1 000

b) A 10 % pour toutes les autres installations.

¹ Lorsqu'une augmentation importante est réalisée, elle est préalablement portée à la connaissance du préfet en tant que modification notable au sens de l'article [R. 512-54](#) (II) du code de l'environnement en mentionnant les activités relevant de la rubrique n° 1978 sur lesquelles elle porte.